

Faire payer ceux qui ont provoqué la crise

Écrit par Appel

Lundi, 02 Novembre 2009 16:37 - Mis à jour Lundi, 02 Novembre 2009 17:11



Un an après l'Appel Anticapitaliste [« Comme un enfant dans un magasin de bonbons »](#), un nouvel appel est lancé, axé sur quelques mesures d'urgence sociale et sur la nécessité d'une mobilisation générale. Si vous désirez faire partie des premiers signataires, écrire à criseducapitalisme@gmail.com

Fermetures, restructurations, chômage...

Voici les mots que l'on entend tous les jours : Fermeture de Vesuvius à Terte, 64 emplois perdus - IAC (Fiat, Bruxelles) 24 licenciements dont 12 délégués syndicaux - Faillite de l'entreprise Preiss/Daimler Saint-Ghislain, 173 emplois perdus – restructurations dans l'imprimerie à Charleroi (BD Land, Graphing, Hélio, ...) - Depuis l'introduction de Géoroute en 2002, la Pose a perdu 2500 emplois - Le groupe de transport Ferrari (quatre filiales réparties sur Liège et Charleroi) a annoncé son intention de licencier 46 personnes – DAF à Oevel : 400 jobs en péril - Plan de restructuration à la KBC - Touring Secours veut sous-traiter le remorquage : 64 personnes concernées - Dexia va supprimer 445 emplois en Belgique - chez Monsanto à Anvers : 80 - chez Borealis à Beringen :120 - à Keramo Hasselt : 117 – chez BASF Feluy :134. Fermeture progressive de l'usine Opel d'Anvers (2.500 personnes concernées). Mastercard confirme son intention de supprimer 134 emplois à Waterloo.

Ajoutez à cela les non-renouvellements de CDD, d'Intérim, les licenciements individuels, le non-remplacement des départs naturels...

800.000 chômeurs en Belgique en 2011

C'est ce qu'annonce le Bureau du Plan. Le Conseil supérieur de l'Emploi a estimé à 110 % la croissance du chômage temporaire en un an. Le BIT annonce 52 millions de pertes d'emplois dans le monde en 2009. Depuis 10 mois, chaque semaine nous avons perdu 150.000 emplois en Europe : 1.000 en Belgique, 7.000 en France, 20.000 en Espagne,...

Précarité à tous les étages

Faire payer ceux qui ont provoqué la crise

Écrit par Appel

Lundi, 02 Novembre 2009 16:37 - Mis à jour Lundi, 02 Novembre 2009 17:11

Il n'y a pas que le chômage qui grimpe, il ya aussi la précarité qui s'amplifie. Dans les entreprises, il n'est pas rare d'alterner le chômage technique et les heures supplémentaires. Les intérimaires, les CDD, se crèvent car ils savent qu'ils sont les premiers sur la liste des gens à virer, cela crée une concurrence entre tous et pousse les conditions de travail et de rémunération vers le bas. Les allocations sociales et les pensions prennent le même chemin.

Et pourtant partout les entreprises ont empoché des aides publiques, des incitants, des réductions de charges sociales,...Et les « bonus », les « parachutes dorés », les spéculations, les taux de profits à deux chiffres, sont de nouveau de mise... Difficultés réelles ou supposées, les patrons présentent l'addition aux travailleurs. La crise est utilisée pour « remettre de l'ordre » dans l'économie capitaliste, encore et toujours plus au détriment des travailleurs.

Ils veulent nous faire payer la crise qu'ils ont provoquée

La crise économique et financière touche des familles entières. Aujourd'hui, c'est notre voisin qui est touché, demain ce sera peut-être vous, peut-être nous... Quel avenir pour les jeunes? Les jeunes, les travailleurs et les demandeurs d'emploi autour de nous ont besoin de réponses. Comment vont-ils réussir à trouver un travail ? Les perspectives d'emploi de millions de jeunes et d'adultes sont menacées.

Le prétexte est connu : la Crise. Les causes aussi : le système capitaliste ne se maintient qu'au prix de crises répétées qui engendrent chômage, misère et guerres.

Cette crise est une des plus profondes qu'ait connu ce mode de production. Patronats et gouvernements n'ont qu'une seule solution: détruire les emplois, écraser toujours plus les salaires, augmenter la productivité, c'est-à-dire dégrader nos conditions de travail

Avec les licenciements et le chômage de masse, c'est toute la société qui est en train de reculer.

Qu'attendons-nous pour bouger et pour crier notre colère???

Faire payer ceux qui ont provoqué la crise

Écrit par Appel

Lundi, 02 Novembre 2009 16:37 - Mis à jour Lundi, 02 Novembre 2009 17:11

Qu'on soit mécano chez IAC, sidérurgiste, facteur ou producteur de lait, on est tous piétinés par les mêmes logiques. On est tous victimes de la même crise, du même système. Ce qu'il faut, désormais, c'est se mobiliser ensemble, tous secteurs confondus

La délégation MWB-FGTB d'IAC

Les conséquences de la crise ne risquent pas de s'estomper de si tôt. Il ne peut plus être question de faire le gros dos et d'attendre que ça passe. Les travailleurs réagissent car ils comprennent que rester sur la défensive, c'est la certitude d'aller de reculs en défaites : Saint-Gobain à Auvelais : 2 manifs et 1 semaine de grève contre 241 pertes d'emplois; 9 semaines de grève à Bridgestone contre la fermeture du magasin « pneus », 8 licenciements; Grève et occupation à Fiat; Occupation d'usine chez Boch La Louvière après la faillite jusqu'à la reprise; manif de 12.000 à Charleroi après les annonces de 440 licenciements chez Sonaca, 800 CDD non-renouvelés chez Caterpillar, 204 licenciements chez AGC Automotive à Fleurus et Seneffe.

Chacun va devoir faire le choix : la lutte ou la résignation. Nous, nous avons fait notre choix. Nous pensons que c'est à nos organisations syndicales d'organiser, d'amplifier, de coordonner les réactions et la résistance, chaque fois que le patronat nous attaque.

Il est temps de se lancer à la contre-attaque :

Pour faire payer la crise par ceux qui en sont responsables et qui s'en servent pour faire régresser les droits des travailleurs.

Pour une fiscalité juste : lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, lever le secret bancaire.

o Taxer normalement les revenus du capital, à commencer par les plus-values boursières aujourd'hui exemptées d'impôt. Pour une taxe progressive sur la fortune à partir de 1 million€

Faire payer ceux qui ont provoqué la crise

Écrit par Appel

Lundi, 02 Novembre 2009 16:37 - Mis à jour Lundi, 02 Novembre 2009 17:11

o Supprimer les cadeaux fiscaux inutiles à l'économie et à l'emploi comme les intérêts notionnels

o Nationaliser (= rendre à la nation) tous les organismes financiers, les banques et les assurances pour créer un système bancaire mutualisé qui drainera l'épargne, et se chargera du crédit. Un service bancaire public très largement décentralisé, accessible à tous, dans tous les quartiers et les villages.

Pour l'arrêt des licenciements et une nouvelle législation sociale qui rende le droit à l'emploi effectif et soit fondée sur la continuité des droits (contrat de travail, obligation de reclassement,...) et financée par un fonds patronal mutualisé.

o Dans tous les cas, par-delà les aléas de telle ou telle entreprise, ce Fonds garantira le revenu des travailleurs et financera un ensemble de mécanismes de protection des travailleurs contre les pertes d'emplois (formation, reconversion, reclassement,...)

o Pour que les entreprises qui licencient y remboursent toutes les aides publiques et diminutions de charges induites perçues.

o Pour la réduction du temps de travail sans perte salariale et la répartition du travail disponible.

o Pour la limitation drastique des contrats précaires sous le contrôle des travailleurs (CDD, Intérim, .. utilisés comme variables d'ajustement afin de garantir le maximum de profits).

o Pour des Services Publics de qualité permettant la satisfaction des besoins du plus grand nombre. Cela implique de mettre un terme aux privatisations et aux plans de restructuration.

o Pour des pensions dignes : le paquet sur le premier pilier ! Il est urgent de revaloriser et renforcer la pension légale, c'est-à-dire le premier pilier de pension, constitué et organisé au sein de la sécurité sociale. Il faut en finir avec les systèmes de pension par capitalisation. Un

Faire payer ceux qui ont provoqué la crise

Écrit par Appel

Lundi, 02 Novembre 2009 16:37 - Mis à jour Lundi, 02 Novembre 2009 17:11

nombre croissant de pensionnés vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté. Les pensions légales ne représentent plus que 32% du salaire moyen, et 27% des pensionnés vivent avec moins de 868 €/mois pour un isolé et 1.302 €/mois pour un ménage sans enfant !

Mobilisons-nous tous ensemble pour stopper les licenciements

Tout le monde comprend bien que nous ne trouverons pas de réponse à cette crise et à ces attaques globales entreprise par entreprise, secteur par secteur, catégorie par catégorie.

Voilà pourquoi nous nous prononçons pour une mobilisation générale qui passe par le soutien et le renforcement des luttes en cours, de leur coordination pour aller vers un vaste mouvement qui sera seul à même d'inverser la tendance et de faire payer ceux qui ont provoqué la crise.